



COMMUNE DE DAUBENSAND

6 rue Principale 67150 Daubensand

Tél.: 03 88 98 31 34

Courriel : mairie@daubensand.com

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE

REVISION DU P.O.S. DE DAUBENSAND POUR SA TRANSFORMATION EN
PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)
AVEC EVALUATION ENVIRONNEMENTALE SANS LE IV

ACTE D'ENGAGEMENT

Assistant du Maître d'Ouvrage

ATIP

Agence Territoriale d'Ingénierie Publique

TERRITOIRE SUD

53 rue de Sélestat

67210 OBERNAI

NOTE IMPORTANTE

Les grattages, effaçages par produit chimique, collages de papillons, ainsi que suppression de pages, sont interdits dans l'ensemble du présent document et de ses annexes.

Toutes surcharges ou adjonctions doivent être approuvées par le signataire de l'acte d'engagement.

Les blancs sont à compléter sans altération, les parties non utilisées sont raturées par traits obliques

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU CANDIDAT

ARTICLE 3 : MONTANT DE L'OFFRE

ARTICLE 4 : AVANCE

ARTICLE 5 : DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

ARTICLE 6 : REPOSE DE L'ADMINISTRATION

**ARTICLE 7 : NOTIFICATION DU MARCHE AU
TITULAIRE**

Annexes :

- **Annexe 1 concernant la décomposition du prix global forfaitaire par phases de mission et répartition par cotraitant**

- **Annexe 2 relative à la sous-traitance éventuelle (formulaire DC4)**

ARTICLE 1 - Objet du marché

Le contrat qui est conclu avec le « prestataire » dont la candidature et l'offre ont été retenues par le « maître d'ouvrage public » ci-après :

MAÎTRE D'OUVRAGE : **Commune de Daubensand**
REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR : **Mme le Maire de la Commune de Daubensand**
Assistant au maître d'ouvrage : **ATIP – Territoire Sud**

puis accepté par le « pouvoir adjudicateur » est un marché de prestations intellectuelles ayant l'objet ci-après :

RÉALISATION DE :
Etudes relatives à la révision du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Daubensand pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

PHASE 1 Du diagnostic au PADD,
PHASE 2 De la traduction du PADD au PLU arrêté,
PHASE 3 Du PLU arrêté au PLU approuvé.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de février 2016 (mois zéro - m0)

Date du marché :
Montant du marché TTC :
Chapitre budgétaire :
Article :

Ordonnateur :
Mme le Maire de la commune de Daubensand
Comptable assignataire des paiements :
M. le Comptable du Trésor de la Commune de Daubensand
Personne habilitée à donner les renseignements prévus par l'article 109 du Code des Marchés Publics :
Mme le Maire de la commune de Daubensand

Cadre réservé à la mention NANTISSEMENT ou CESSION DE
OPÉRATION :



CRÉANCE

Le marché est passé en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics

ARTICLE 2 - Engagement du candidat

Nom, prénom, qualité du signataire :

.....
.....
.....
.....

Adresse professionnelle et téléphone :

.....
.....
.....
.....

- Agissant pour mon propre compte ;
- Agissant pour le compte de la société (*indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou Répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée*) :

.....
.....
.....
.....

- Agissant en tant que mandataire du groupement solidaire pour l'ensemble des partenaires qui ont signé la lettre de candidature.

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir fourni les pièces prévues aux articles 45 et 46 du code des marchés publics,

Je m'engage, ou j'engage le groupement dont je suis mandataire, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le CCAP, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

ARTICLE 3 - Montant de l'offre

1 - Les études seront rémunérées par phase par application d'un prix global forfaitaire.

Les interactions entre les différentes phases peuvent engendrer des paiements anticipés.
Pour les différentes phases, ces prix sont :

La décomposition du prix global forfaitaire par cotraitants pour la mission études est jointe en annexe 1.

PHASE 1 : Du diagnostic au PADD

- montant hors TVA.....€ (en chiffres)
- TVA au taux en vigueur.....€ (en chiffres)
- montant, TVA incluse.....€ (en chiffres)
- montant TVA incluse en lettres :

.....
.....
.....

PHASE 2 : De la traduction du PADD au PLU arrêté

- montant hors TVA.....€ (en chiffres)
- TVA au taux en vigueur.....€ (en chiffres)
- montant, TVA incluse.....€ (en chiffres)
- montant TVA incluse en lettres :

.....
.....
.....

PHASE 3 : Du PLU arrêté au PLU approuvé

- montant hors TVA.....€ (en chiffres)
- TVA au taux en vigueur.....€ (en chiffres)
- montant, TVA incluse.....€ (en chiffres)
- montant TVA incluse en lettres :

.....
.....
.....

Récapitulatif :

- montant hors TVA.....€ (en chiffres)
- TVA au taux en vigueur.....€ (en chiffres)
- montant, TVA incluse.....€ (en chiffres)
- montant TVA incluse en lettres :

.....
.....
.....

2 - Paiements

La personne publique contractante se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après selon les répartitions jointes en annexe 1 et conformément à l'article 8 du CCAP.

- *Compte ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

- *Compte ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

- *Compte ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

- *Compte ouvert au nom de* :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

ARTICLE 4 - Avance

Sans objet

ARTICLE 5 - Délai prévisionnel d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de **32 mois**, à raison de :

- 10 mois pour la phase 1 ;
- 12 mois pour la phase 2 ;
- 10 mois pour la phase 3.

Ces délais partent, pour la première phase, à compter de la date de notification du marché et, pour les autres phases, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les études de la phase concernée.

A , le

Le candidat
(représentant habilité pour signer le marché)

ARTICLE 6 - Réponse de l'administration

La présente offre est acceptée dans sa totalité pour valoir acte d'engagement :

Le présent acte d'engagement comporte les annexe(s) énumérée(s) ci-après :

- annexe 1 concernant la décomposition du prix global forfaitaire par intervenants
- annexe 2 relative à la sous-traitance

A , le

Signature (du pouvoir adjudicateur ou du
représentant de la collectivité ou de l'établissement
compétent pour signer le marché)

ARTICLE 7 - Notification du marché au titulaire

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie *certifiée conforme* du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie certifiée conforme du présent marché

A , le

Signature du titulaire

**ARTICLE 1 - ANNEXE N° 1 : DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE
PAR PHASES DE MISSION ET REPARTITION PAR COTRAITANT**

Phases	Total HT	Répartition par cotraitant			
		Part du mandataire (% puis montant HT)	Part de (% puis montant HT)	Part de (% puis montant HT)	Part de (% puis montant HT)
Phase 1 Du diagnostic au PADD					
Phase 2 De la traduction du PADD au PLU arrêté					
Phase 3 Du PLU arrêté au PLU approuvé					
Total rémunération					

	Intervenants				Nombre de jours prévus d'intervention	Montant HT
	Nom, prénom	Qualification	Statut*	Bureau d'études*		
Phase 1						
				TOTAL HTVA		

* **Statut** = statut dans l'équipe d'études :
 Directeur d'études (DE), Chef de projet (CP), Chargé d'études (CE), Assistant d'études (AE),
 Autre (A)

* **Bureau d'études** = nom de la structure cotraitante auquel appartient l'intervenant

	Intervenants				Nombre de jours prévus d'intervention	Montant HT
	Nom, prénom	Qualification	Statut*	Bureau d'études*		
Phase 2						
TOTAL HTVA						

	Intervenants				Nombre de jours prévus d'intervention	Montant HT
	Nom, prénom	Qualification	Statut*	Bureau d'études*		
Phase 3						
TOTAL HTVA						

* **Statut** = statut dans l'équipe d'études :
 Directeur d'études (DE), Chef de projet (CP), Chargé d'études (CE), Assistant d'études (AE),
 Autre (A)

* **Bureau d'études** = nom de la structure cotraitante auquel appartient l'intervenant

Cachet et signature des cotraitants (ou du mandataire habilité):

Annexe 2 à l'acte d'engagement Déclaration concernant la sous-traitance

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

COMMUNE DE DAUBENSAND

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Mme le Maire de la commune de Daubensand

6 rue Principale 67150 Daubensand

Tél.: 03 88 98 31 34

Courriel : mairie@daubensand.com

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de Daubensand pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

▪ Taux de la TVA :

▪ Montant maximum HT :

▪ Montant maximum TTC :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____ , le _____ A _____ , le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____ , le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le _____